

## Introduction

La crise de notre société est à la fois économique et politique, sociale et écologique. Le sentiment dirimant de ne plus avoir de grille de lecture pour lire le présent et nous projeter dans l'avenir l'alimente. Avec l'épidémie de covid et, avant elle, à l'occasion de la mobilisation des gilets jaunes et de la crise de 2008, il est apparu, à chaque fois, qu'il y a lieu de repenser l'économie et son organisation. Mais avec quelle boussole ? C'est ici que le bât blesse. L'idée selon laquelle le modèle actuel sert les intérêts d'une infime minorité au détriment du plus grand nombre est largement partagée. Mais aucune alternative ne semble pouvoir lui être opposée. Pour construire celle-ci et partant reconstruire un projet émancipateur, l'ouvrage invite à un tournant doctrinal, en repensant l'économie comme une *économie républicaine*.

De quoi s'agit-il ? L'ambition est de relier les deux sphères, les deux continents, depuis trop longtemps séparés, du politique et de l'économie. Dans la sphère du politique, des controverses existent sur les conditions d'exercice de la démocratie (face aux institutions trop bonapartistes de la V<sup>e</sup> République notamment). Mais il existe un accord pour préserver le cœur de notre système politique et en particulier le principe de suffrage universel.

À bien des égards, la véritable crise du politique provient de l'économie. Le désenchantement provient du sentiment que le véritable pouvoir n'est plus dans les mains des élus du peuple, mais ailleurs, dans l'économie, dans les mains de la finance et des grandes firmes multinationales. Un sentiment nourri par la mondialisation, et avec elle la finance libéralisée, le libre-échange et la sécession des riches.

Alors que la structuration du politique fait l'objet, sur l'essentiel, d'un certain consensus, d'un monde commun disputé, mais finalement

partagé, il n'en va pas de même au sujet de l'économie. Pour la plupart des citoyens, celle-ci apparaît comme indéchiffrable. Ils pourraient s'en accommoder comme ils s'accrochent de ne pas déchiffrer la médecine ou la physique des matériaux. Mais les médecins soignent et les ponts tiennent, alors que l'économie semble se mouvoir comme un poulet sans tête. Le capitalisme libéral et financiarisé qui s'est imposé au début des années 1980 engendre régulièrement des crises financières, creuse les inégalités, laisse en jachère des millions de sans-emploi alors que d'immenses besoins demeurent insatisfaits. Quel modèle alternatif lui opposer ?

Comment rendre intelligible l'économie et comment concevoir sa transformation afin qu'elle réponde mieux aux besoins à la fois sociaux et écologiques ? Les deux volets sont liés : c'est à défaut d'avoir une compréhension adéquate de son fonctionnement que nous peinons à refonder l'économie.

Afin de lire nos économies sous un nouvel angle et de mieux les transformer, ce livre invite à partir du *schème républicain*. Rapprocher économie et république est très rarement fait. L'idée de penser l'économie à l'aune des principes républicains apparaît à ce point incongrue que la notion même d'*économie républicaine* n'est quasiment jamais utilisée, si ce n'est par des historiens étudiant l'économie sous la Révolution française ou sous la III<sup>e</sup> République.

L'idée selon laquelle la démocratie vaut pour l'ordre politique, tandis que celui de l'économie relève du marché ou du capital est profondément ancrée dans les esprits. Pour s'en satisfaire ou pour s'en plaindre, chacun semble s'accorder pour soutenir que nous vivons dans une *économie de marché* ou une *économie capitaliste*. C'est cette évidence même que l'économie républicaine invite à interroger.

Dans les faits, à bien y regarder, nos économies sont loin d'être des économies *de marché*. Des marchés, de la concurrence, de l'initiative privée existent certes, et l'expérience tragique des États dits communistes au xx<sup>e</sup> siècle atteste qu'il est vain et contreproductif de prétendre s'en passer. Le marché et le capital dominent sans aucun doute l'économie. Mais des pans entiers de nos économies échappent d'ores et déjà au marché et au capital, avec l'État social (dit aussi *État-Providence*), en particulier, et ses quatre piliers que sont la protection sociale, les services publics, le droit du travail et les politiques économiques (budgétaire, monétaire, industrielle, commerciale...) de soutien à l'activité et à l'emploi. Nous vivons dans des *économies mixtes*,

des économies non pas *de* marché, mais *avec du* marché et de l'intervention publique.

Les quatre premiers chapitres visent à apprécier l'ampleur et la portée de cette socialisation. Une ampleur souvent mal appréhendée et donc incomprise, dont nous discernons mal les ressorts. L'indicateur de dépense publique, le plus fréquemment mobilisé, est en effet très imparfait. Il laisse entendre que plus de la moitié de la richesse (en France 56 % du PIB en 2019 et plus de 60 % en 2020 suite à la crise du covid) est prélevée par le public au détriment du privé. Or il n'en est rien. En termes de production, les services publics délivrés par les administrations représentent moins d'un cinquième de l'activité et ce chiffre, loin d'avoir augmenté, est stable depuis quarante ans (*Chapitre 1. Les mystères de l'État social*). La dépense publique joue en revanche un rôle aussi important que largement méconnu en termes de soutien au revenu des ménages et partant à la demande. En France, environ la moitié du revenu global des ménages et la moitié de la consommation sont socialisées, soutenues par la dépense publique. Preuve que l'État social n'a pas disparu sous les coups de boutoir du néolibéralisme, cette socialisation du revenu et de la demande est plus importante aujourd'hui qu'elle ne l'était au début des années 1980. Elle soutient massivement les débouchés et en conséquence l'activité du privé. La notion d'*économie mixte* doit ainsi être entendue au sens fort : elle signifie non seulement que nos économies ont un pôle public important, mais aussi que les pôles du privé et du public sont interdépendants, bien plus étroitement mêlés qu'on ne le pense (*Chapitre 2. L'État social sous-estimé*). La prégnance de la socialisation vaut, comme on le verra, pour tous les pays du monde, même si son intensité et ses formes précises varient d'un pays à l'autre. Ces contrastes ne doivent toutefois pas masquer l'essentiel : si le xx<sup>e</sup> siècle a été marqué par l'opposition entre capitalisme et communisme, il a simultanément été porteur, avec l'État social, d'une autre révolution dont les effets de bouleversement de nos rapports économiques et sociaux sont toujours présents (*Chapitre 3. L'État social existe dans tous les pays*). « L'État social ne réduirait plus guère les inégalités » : cette idée est véhiculée par les libéraux, mais aussi par un certain discours critique à l'opposé d'eux. Elle est fautive : l'intervention publique réduit considérablement les inégalités. Mais, et c'est une nouvelle preuve que nous percevons décidément mal les ressorts de cette intervention, la façon dont s'opère la redistribution est elle aussi méconnue. C'est moins par l'impôt que

par la dépense que l'État social œuvre pour plus d'égalité (*Chapitre 4. L'État social ne réduit plus les inégalités ? C'est faux*).

Le projet d'ensemble du néolibéralisme est de remettre en cause les quatre piliers de l'État social avec la privatisation de la protection sociale et des services publics, la flexibilisation du droit du travail et la réorientation des politiques économiques dans un sens libéral.

Ce projet a-t-il été réalisé ? Oui en partie, mais en partie seulement. Les deux volets de la réponse sont importants. Le néolibéralisme est parvenu à changer la donne avec la finance libéralisée, le libre-échange ou bien encore l'austérité salariale. Mais il n'a pas pour autant tout emporté contrairement à ce qu'un discours catastrophiste laisse entendre (*Chapitre 5. Le néolibéralisme a changé la donne... mais il n'a pas tout emporté*). L'État social fait de la résistance. Il demeure d'actualité. Il le demeure d'autant plus que le bilan du néolibéralisme est à bien des égards accablant. À la suite de la crise de 2008, les leçons n'ont pas été tirées (*Chapitre 6. Impasses du néolibéralisme : les leçons n'ont pas été tirées*). Le seront-elles à la suite du covid ? Il importe de tirer jusqu'au bout les enseignements de cette crise inédite. Le premier d'entre eux est à présent évident aux yeux de tous : il s'avère finalement très coûteux de considérer la santé comme une charge à réduire. Mais il est d'autres enseignements, et parmi eux celui-ci : l'État qu'on présentait comme une figure largement dépassée peut décidément beaucoup (*Chapitre 7. Avec le covid : le grand retour de l'État ?*).

L'État social est la véritable révolution que nous a finalement légué le xx<sup>e</sup> siècle, mais nous n'en avons pas, à proprement parler, la théorie. Le libéralisme économique est en un sens une théorie sans réalité, tandis que l'État social est une réalité sans théorie. Comment expliquer ce paradoxe et comment surtout le surmonter ? C'est l'objet des deux chapitres suivants.

Pour mieux théoriser l'État social et sa portée révolutionnaire, l'ouvrage invite à se pencher sur le socle politique de nos sociétés (*Chapitre 8. Relier économie et politique*). Ce socle politique est la démocratie. Or celle-ci est mixte, elle s'articule autour de deux pôles. Un pôle libéral, avec les libertés individuelles d'expression, de réunion, de propriété de soi et de ses biens, de capacité à contracter. Un autre qui n'est pas libéral toutefois : celui du suffrage universel, de l'État, de la nation, de la loi qui s'impose à tous et des institutions pour en déployer les effets. Pour les libéraux, l'intérêt général est réductible au jeu des intérêts individuels. Le second pôle de la démocratie, proprement

républicain, soutient l'inverse. La société a une consistance propre. Nous vivons certes dans des *sociétés d'individus*, mais dans cette caractérisation le terme de société pèse de tout son poids. Or ce qui vaut pour le politique vaut à bien des égards aussi pour l'économie. L'idée selon laquelle qui dit économie dit d'abord marché et capital est profondément ancrée dans les consciences. Elle est évidemment défendue par les libéraux. Mais elle l'est aussi par nombre de leurs critiques d'où l'invitation fréquente à se projeter *au-delà de l'économie*. Un piège redoutable puisqu'il aboutit finalement à parachever le projet même des libéraux : se voir confier tant la représentation de l'économie que son pilotage. La justification de l'État social puise fondamentalement au même schème que le pôle républicain de la démocratie : le tout n'étant pas réductible au jeu des parties, pas plus que ne l'est l'intérêt général à celui des intérêts individuels, il y a lieu de combiner initiatives privées et intervention publique. L'initiative privée a du bon, mais il est des domaines essentiels qu'elle ne peut prendre en charge : le plein emploi, la stabilité financière, la protection sociale, les services publics ou bien encore les besoins écologiques (*Chapitre 9. Ce qu'il en coûte d'oublier l'intérêt général*).

Partant de là quatre grands enjeux contemporains sont revisités. Celui de l'écologie, en premier lieu, à appréhender comme nouvelle frontière de progrès, en sortant des discours apocalyptiques qui téta-nisent bien plus qu'ils ne mobilisent (*chapitre 10. Concilier l'écologie et le social : c'est possible... à condition de ne pas faire l'autruche*). L'entreprise, en deuxième lieu, à réhabiliter contre la finance ce qui suppose de sortir du face à face entre un discours purement contestataire, d'un côté, et des pratiques patronales trop souvent autocrates, de l'autre. Les services publics, en troisième lieu, qu'il convient de refonder pour mieux les réhabiliter (*chapitre 11. Changer l'entreprise et refaire l'intervention publique*). Les *nations citoyennes*, enfin, qu'il importe aussi de réhabiliter pleinement. L'Europe, pour retrouver du crédit aux yeux des peuples, doit être au service des incontournables *États sociaux nationaux* et non chercher à les démanteler (*chapitre 12. Refaire nation citoyenne et donner un nouveau souffle à l'Europe*).